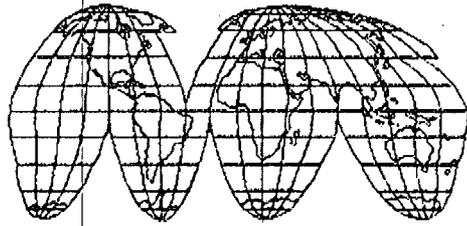




Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

This Week
in Trade and
Foreign Policy



du 3 au 9 septembre 1992

Communiqués

Le ministre Wilson participera à la rencontre de Coopération économique avec l'Asie-Pacifique à Bangkok

Le 9 septembre 1992, N° 180

L'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, dirigera la délégation canadienne à la quatrième réunion ministérielle de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) à Bangkok, en Thaïlande, les 10 et 11 septembre prochains. Les participants à la réunion assisteront probablement à la naissance d'une institution régionale permanente, alors que la CEAP n'était jusque là qu'un forum sans véritables structures, voué au dialogue transpacifique. M. Wilson a insisté sur le caractère historique de la rencontre et a déclaré qu'elle favorisera la coopération et le dialogue économiques dans la région et contribuera grandement à développer les liens commerciaux et économiques avec les pays de l'Asie-Pacifique. C'est dans cette région que les ventes de produits et services canadiens affichent la croissance la plus rapide.

Les ministres annoncent la troisième série de consultations sur l'élimination accélérée des droits de douane en vertu de l'ALE

Le 8 septembre 1992, N° 179

L'honorable Michael Wilson et l'honorable John McDermid, ministre d'État (Finances et Privatisation), ont annoncé que les propositions en vue de l'élimination anticipée des droits de douane canadiens et américains ont été publiées dans la *Gazette du Canada*. Cette publication, en date du 5 septembre 1992, marque le début de la troisième et dernière série d'éliminations accélérées des droits de douane en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE). «L'intérêt manifesté par les entreprises canadiennes à l'égard de l'élimination rapide des droits de douane démontre que les Canadiens désirent vivement se prévaloir des retombées importantes de l'ALE et s'efforcent de rendre leurs industries plus concurrentielles», a déclaré M. Wilson. «Le gouvernement amorce une fois de plus des consultations pour connaître l'opinion de l'industrie canadienne et d'autres personnes intéressées, sur les avantages d'une élimination accélérée des droits sur les produits qui figurent sur cette troisième liste», a ajouté M. McDermid. Les ministres ont souligné que l'élimination anticipée des droits de douane répondait à la demande de l'industrie et que le gouvernement donnerait uniquement suite aux propositions qui sont dans l'intérêt national et qui jouissent d'un vaste appui dans l'industrie en question.

M^{me} McDougall lance un nouvel appel en faveur de la fin de la violence en Afrique du Sud

Le 8 septembre 1992, N° 178

L'honorable Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a déploré l'usage de la violence et les pertes de vies à l'occasion d'une manifestation de Sud-africains, à Bisho au Ciskei, le 7 septembre. «Cette tragédie met en évidence la nécessité pour tous les intervenants en Afrique du Sud de trouver une solution à la violence incessante, a déclaré M^{me} McDougall. Les parties doivent tenter, par tous les moyens et dans les meilleurs délais, de revenir à la table de négociations.» La Ministre a réaffirmé la position du gouvernement canadien selon laquelle toutes les parties d'Afrique du Sud se partagent la responsabilité de la violence politique incessante, mais qu'il incombe d'abord et avant tout au gouvernement sud-africain de maintenir l'ordre public.

.../2

Le gouvernement annonce la publication prochaine des résultats de l'examen de l'ALENA dans une perspective environnementale

Le 8 septembre 1992, N° 177

L'honorable Michael Wilson et l'honorable Jean Charest, ministre de l'Environnement, ont annoncé que les résultats de l'examen environnemental prévu dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) seraient publiés dès que le Cabinet les aura étudiés. «La publication des données issues de l'examen environnemental de l'ALENA contribuera à mieux renseigner les gens à ce sujet», a dit M. Wilson. Il a fait remarquer qu'au cours des négociations qui ont entouré l'ALENA, on avait envisagé soigneusement sa dimension écologique. «Cet accord renferme plus de dispositions à connotation écologique que toutes les ententes commerciales qui l'ont précédé et le Canada en a été l'un des ardents partisans», a ajouté le ministre. «En fait, il est l'un des premiers pays à exiger l'examen des politiques gouvernementales sur le plan de l'environnement», a précisé M. Charest. Le comité chargé de l'examen environnemental de l'ALENA avait deux objectifs fondamentaux à atteindre. Il devait, tout d'abord, veiller à ce qu'on tienne compte des considérations d'ordre écologique tout au cours des négociations. Ensuite, il devait vérifier, preuves à l'appui, les conséquences que l'accord pourrait avoir sur l'environnement et faire en sorte que le Cabinet puisse les étudier en même temps que le texte de l'accord.

Sanctions maritimes contre la Serbie et le Monténégro

Le 4 septembre 1992, N° 176

L'honorable Barbara McDougall a averti les entreprises canadiennes de ne pas s'engager dans des transactions financières impliquant des sociétés de la Serbie et du Monténégro qui tentent de contourner les sanctions des Nations Unies en immatriculant leurs navires dans d'autres pays. Le 30 mai, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution n° 757 qui impose un embargo commercial et aérien sur la Serbie et le Monténégro, les deux anciennes républiques qui continuent d'utiliser l'appellation «République fédérale de Yougoslavie». En vertu de la résolution, toutes les transactions économiques avec ces républiques, y compris les transferts financiers indirects, sont interdits. «Notre vigilance à l'égard de ces sanctions souligne la volonté du Canada de rétablir la paix dans les Balkans, a déclaré M^{me} McDougall. Les sanctions imposées par les Nations Unies sont claires et nous ne permettrons pas que des navires yougoslaves immatriculés ailleurs puissent les violer. J'incite tous les autres pays à respecter ces sanctions», a ajouté la Ministre. Un avis aux parties commerciales, dans lequel figurent les noms et adresses des sociétés, ainsi que les noms des navires que l'on soupçonne d'être sous contrôle yougoslave, est en cours de publication.

Le Canada se réjouit de l'adoption de la Convention sur les armes chimiques

Le 3 septembre 1992, N° 175

L'honorable Barbara McDougall a accueilli avec satisfaction l'adoption d'une Convention sur les armes chimiques dans le cadre de la Conférence sur le désarmement à Genève. Une fois mise en oeuvre, la Convention permettra d'éliminer une catégorie entière d'armes de destruction massive. «Cette Convention permet au Canada de réaliser l'un de ses principaux objectifs en matière de contrôle des armements, a déclaré M^{me} McDougall. Depuis que des soldats canadiens ont, pour la première fois, été victimes d'une attaque au gaz à Ypres il y a 77 ans, le Canada a toujours préconisé l'abolition totale des armes chimiques.» Le document sera maintenant soumis aux Nations Unies où le Canada coparrainera une résolution en vue de le faire adopter. Une cérémonie officielle de signature aura lieu à Paris, peut-être même au début de janvier 1993.

À venir

- | | |
|------------------------|---|
| 10-11 septembre 1992 : | Réunion ministérielle sur la Coopération économique de l'Asie-Pacifique à Bangkok (Thaïlande) |
| 15 septembre 1992 : | Assemblée générale des Nations Unies (New York) |
| 14-15 décembre 1992 : | CSCE - Réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères (Stockholm) |

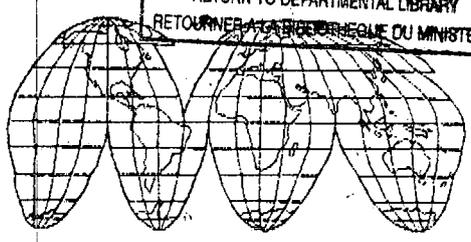
Si vous voulez des copies supplémentaires, veuillez communiquer avec Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada au (613) 993-6435 ou sans frais au 1-800-267-8376. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction générale des communications sur le commerce et la politique étrangère.

CAI
EA
T38
Sept 3-9
1992
cop 1
DOCS

External Affairs and International Trade Canada
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
SEP 11 1992
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

**This Week / Le commerce et
in Trade and / la politique étrangère
Foreign Policy / cette semaine**



September 3 to September 9, 1992

**NON - CIRCULATING |
CONSULTER SUR PLACE**

Press Releases

**Minister Wilson to Participate in Asia Pacific
Economic Co-operation Meeting in Bangkok**

September 9, 1992, No. 180

The Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, will lead the Canadian delegation at the fourth Asia Pacific Economic Co-operation (APEC) Ministerial Meeting, in Bangkok, Thailand, September 10-11. The meeting is expected to see APEC emerge from a relatively unstructured forum for transpacific dialogue into a permanent regional institution. Mr. Wilson stressed the historic nature of the meeting and said that "it will enhance economic co-operation and dialogue in the region and will greatly help to boost Canada's trade and economic linkages with Asia Pacific nations." The Asia Pacific region is the fastest growing market for Canadian goods and services.

**Ministers Announce Third Round of Consultations on
Accelerated Tariff Elimination Under the FTA**

September 8, 1992, No. 179

The Honourable Michael Wilson and the Honourable John McDermid, Minister of State (Finance and Privatization), announced that proposals for the early elimination of certain Canadian and U.S. tariffs have been published in the Canada Gazette. The Sept. 5, 1992 publication marks the beginning of public consultations on proposals for the third and final round of accelerated tariff eliminations under the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA). "Canadian interest in early tariff elimination indicates that Canadian businesses are eager to take advantage of the significant benefits of the FTA and are working hard to make their industries more competitive," Minister Wilson said. Mr. McDermid added: "The government again is initiating thorough consultations to seek the views of domestic industry and other interested parties on the desirability of earlier tariff elimination on the products contained in this third list of requests." The Ministers emphasized that the early elimination of tariffs is made at the request of industry, and that the government will pursue only those proposals that enjoy broad support in the industry and are in the national interest.

McDougall Renews Call for End to Violence in South Africa September 8, 1992, No. 178

The Secretary of State for External Affairs, the Honourable Barbara McDougall, said she deplores the violence and loss of life that took place during a demonstration by South Africans at Bisho, Ciskei, on September 7. "This tragedy underscores the need for all parties in South Africa to get down to solving the problem of continuing violence," said Mrs. McDougall. "Every effort must be made to return to the negotiating table at the earliest possible moment." The Minister reaffirmed the Canadian government's position that, although all parties in South Africa share responsibility for the continuing political violence, the primary responsibility for the maintenance of law and order rests with the Government of South Africa.

**Government Announces Upcoming Release of
NAFTA Environmental Review**

September 8, 1992, No. 177

The Honourable Michael Wilson and the Honourable Jean Charest, Minister of the Environment, announced that the environmental review of the North American Free Trade Agreement (NAFTA) will be released following its consideration by Cabinet. "The release of the environmental review will contribute to informed discussion of the NAFTA," Mr. Wilson said. He noted that environmental issues were carefully addressed in the negotiations for the NAFTA. "The NAFTA includes more environmental provisions than any previous trade agreement, and Canada was an active proponent of these provisions," the Minister added. "Canada was one of the first countries to require an environmental review of government policies," Mr. Charest said. The NAFTA Environmental Review Committee had two fundamental objectives. The first was to ensure that environmental considerations be taken into account throughout the NAFTA negotiating process. The second was to document, for consideration by the Cabinet at the same time as the completed Agreement, its potential environmental effects.

Maritime Sanctions Against Serbia and Montenegro

September 4, 1992, No. 176

The Honourable Barbara McDougall advised Canadian firms not to enter into financial transactions involving Serbian and Montenegrin companies that are trying to circumvent United Nations sanctions by registering their ships in other countries. The UN Security Council adopted Resolution 757 on May 30. It imposes a trade and air embargo on Serbia and Montenegro, the two former republics which continue to use the name "Federal Republic of Yugoslavia." The Resolution forbids economic transactions with these republics, including indirect financial transfers. "Our vigilance with regard to these sanctions underlines Canada's commitment to the restoration of peace in the Balkans," said Mrs. McDougall. "The UN sanctions are clear, and we will not allow re-flagged Yugoslav ships to violate them. I urge all other countries to closely adhere to these sanctions." A Notice to Commercial Parties is being issued, listing company names and locations, as well as the names of ships suspected of being under Yugoslav control.

Canada Welcomes Chemical Weapons Convention

September 3, 1992, No. 175

The Honourable Barbara McDougall welcomed the approval of a Chemical Weapons Convention at the Conference on Disarmament in Geneva. When implemented, the Convention will succeed in eliminating a whole category of weapons of mass destruction. "This Convention represents one of Canada's major arms control objectives," said Mrs. McDougall. "Ever since Canadian soldiers first came under gas attack in Ypres 77 years ago, Canada has advocated a total abolition of chemical weapons." The document will now be forwarded to the United Nations, where Canada will co-sponsor a resolution calling for its adoption. A formal signing ceremony will be held in Paris, possibly as early as January 1993.

Upcoming Events

- September 10-11, 1992: Asia Pacific Economic Co-operation Ministerial Meeting (Bangkok, Thailand)
- September 15, 1992: United Nations General Assembly (New York)
- December 14-15, 1992: CSCE Council of Foreign Ministers Meeting (Stockholm)

Additional copies of the above documents can be ordered through External Affairs and International Trade Canada at (613) 993-6435 or toll-free at 1-800-267-8376. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Trade and Foreign Policy Communications Bureau of External Affairs and International Trade Canada.